



PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD - PAS-DE-CALAIS - PICARDIE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Unité Départementale du Hainaut  
Parc d'Activités de l'Aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes Cedex

Affaire suivie par Mélanie BERGHE  
melanie.berghe@developpement-durable.gouv.fr

Téléphone : 03.27.21.05.15  
Télécopie : 03.27.21.00.54

Référence : ML/V2.2016.148

Prouvy, le 1<sup>er</sup> avril 2016

**RAPPORT DE L'INSPECTION  
DE L'ENVIRONNEMENT  
(SPECIALITE INSTALLATIONS CLASSEES)  
POUR PASSAGE AU CODERST**

**TOYOTA MOTOR MANUFACTURING FRANCE  
(TMMF) à ONNAING**

- OBJET** : Société TOYOTA MOTOR MANUFACTURING FRANCE ;  
Révision de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2014.
- REFERENCES** : (1) Courrier 31 janvier 2014 (vitesses d'éjection)  
(2) Courrier 9 mars 2015 (stockage moteurs-boîte de vitesse)  
(3) Courrier 7 septembre 2015 (HFO)  
(4) Courrier 8 janvier 2016 (rubriques)  
(5) Courrier TMMF du 24 mars 2016 (récapitulatif - chlorures - déchets)
- N°S3IC** : 070.02731
- P.J.** : Projet d'arrêté complémentaire

**DEMANDEUR :**

- **Raison sociale** : TOYOTA MOTOR MANUFACTURING FRANCE SAS (TMMF)
- **Siège social** : Parc d'Activités de la Vallée de l'Escaut Sud - BP 16  
59264 ONNAING
- **Adresse de l'établissement** : Parc d'Activités de la Vallée de l'Escaut Sud - BP 16 –  
59264 ONNAING
- **Téléphone** : 03.27.51.21.21
- **Contacts dans l'entreprise** : Arnaud TISON, Assistant Manager Facilities  
Alexis Laurie, spécialiste environnement
- **Activité principale** : Construction automobile

ToyotaMMF\_Onnaing\_RAPCO\_070.02731\_01042016

## **OBJET DE LA DEMANDE**

La présente demande concerne la société TOYOTA MOTOR MANUFACTURING FRANCE SAS (TMMF).

Par courriers cités en référence, l'exploitant sollicite :

- 1) la mise à jour des rubriques installations classées applicables à la société,
- 2) l'intégration du nouveau procédé de gaz de climatisation HFO,
- 3) une prescription adaptée sur les vitesses d'éjection des émissaires de rejets atmosphériques,
- 4) la modification du paramètre chlorures,
- 5) la mise en place du stockage des moteurs et boîtes de vitesse,
- 6) la modification des codes déchets.

## **PRESENTATION DE L'EXPLOITANT**

La société TMMF, implantée sur le Parc d'Activités de la Vallée de l'Escaut à Onnaing, emploie environ 3950 salariés. Le site TMMF, qui produit actuellement la TOYOTA YARIS, comporte les principaux ateliers suivants :

- atelier « presses » (où sont découpés et mis en forme les éléments de carrosserie) ;
- atelier « welding » (où sont assemblées les pièces qui composent la caisse de la voiture) ;
- atelier « peinture » ;
- atelier « plastic » (où sont produites et peintes certaines pièces en plastique –notamment les pare-chocs et les tableaux de bord- installées sur la Yaris) ;
- atelier « assemblage » (où sont assemblés l'ensemble des composants sur la caisse de la voiture).

Le site de TMMF occupe actuellement une surface de 227 ha.

## **OBSERVATIONS ET AVIS DE L'INSPECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

### **1. la mise à jour des rubriques installations classées applicables à la société**

Par courrier cité en référence (4), l'exploitant a sollicité une modification de son arrêté préfectoral pour prendre en compte l'évolution de la nomenclature des installations classées.

Suite à la visite du 26 février 2016, l'Inspection valide le nouveau classement proposé.

### **2. l'intégration du nouveau procédé de gaz de climatisation HFO**

Dans le cadre de la réglementation sur les fluides frigorigènes, la société TOYOTA va remplacer le fluide qu'elle utilise actuellement (non inflammable) par le fluide « HFO » qui est extrêmement inflammable et donc susceptible d'être à l'origine de la formation d'une atmosphère explosive (ATEX) au contact de l'air.

L'implantation d'un stockage de HFO à l'extérieur du bâtiment et d'une machine de remplissage des systèmes de climatisation classée ATEX au niveau de l'atelier « assemblage » sera mise en place.

Ce stockage a fait l'objet d'une étude de dangers et une évaluation ATEX a été menée afin de déterminer les équipements de protection à mettre en place.

L'étude de dangers a montré qu'il n'y avait pas d'effet qui touchait l'extérieur du site.

Aussi, l'Inspection propose de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant.

### **3. une prescription adaptée sur les vitesses d'éjection des émissaires de rejets atmosphériques**

Par courriers cités en référence (1) et (5), l'exploitant sollicite une modification des vitesses d'éjection qui lui sont imposées pour les émissaires de rejets atmosphériques.

L'étude de dispersion du 9 février 2012 a défini des vitesses d'éjection minimale permettant une diffusion équivalente des gaz, voire meilleure que celle prévue par les prescriptions de l'arrêté du 2 février 1998.

Cette demande est déjà intégrée dans l'arrêté du 27 octobre 2014 par la phrase suivante à l'article 3.2.1.1 : « Les caractéristiques des cheminées en terme de vitesse d'éjection doivent respecter les dispositions des articles suivants ou à défaut, permettre une dispersion des gaz à d'un niveau équivalent (cf. étude de dispersion RACINDF00360-02 du 9 février 2012) »  
Néanmoins, l'exploitant souhaite que les valeurs de vitesse d'éjection soient clairement mentionnées.

Aussi, l'Inspection propose d'acter clairement les vitesses d'éjection.

#### **4. la modification du paramètre chlorures**

Une limite en concentration et en flux est imposée sur l'émissaire n°3 sur le paramètre chlorures correspondant aux eaux de sortie de la station d'épuration interne.

Par courrier cité en référence (5), l'exploitant précise qu'aucun de ses procédés n'utilise de produits chlorés. La seule utilisation de chlorures sur le site entre dans le cadre du salage des routes en périodes de gel.

Dans le cadre de sa nouvelle activité de recyclage de l'eau pluviale, les chlorures présents du fait du salage des routes se retrouvent naturellement dans les eaux de l'émissaire 3. N'ayant pas retrouvé dans les réglementations nationales d'éléments expliquant la présence de cette limite en sortie de station, l'exploitant demande la possibilité de retirer cette limite de son arrêté préfectoral en période de salage.

Même si la réglementation générale ne prévoit pas de valeur limite en chlorures, un arrêté du 21 janvier 2000 réglemente les rejets du Parc d'activité de la vallée de l'Escaut, notamment pour le paramètre chlorures.

Aussi, l'Inspection ne peut pas donner une suite favorable au retrait de l'analyse du paramètre chlorures.

#### **5. la mise en place du stockage des moteurs et boîtes de vitesse**

Par courriers cités en référence (2) et (5), l'exploitant informe l'Inspection de l'installation d'un bâtiment dans lequel les moteurs et les boîtes de vitesses non conformes seront vidangés en vue de leur stockage et destruction (réalisée hors site).

L'exploitant précise que le bâtiment aura pour vocation d'installer un poste de travail sur lequel les opérateurs feront les vidanges des moteurs et boîtes de vitesses avant envoi pour destruction. Le poste de travail sera muni d'un fût de 200 l pour collecter les huiles usagées. Le fût sera sur une rétention de capacité de 200 l. Un kit d'absorbants sera également disponible en permanence sur le poste de travail.. L'opérateur qui aura reçu une formation à la conduite à tenir en cas de fuite devra vérifier la disponibilité des absorbants avant de démarrer ses opérations.

Le bâtiment sera situé à une distance supérieure à 10 m du bardage du bâtiment principal de production et de tout autre bâtiment. Les accès aux issues de secours ne seront pas impactés par ce projet.

Les activités concernées ne présentent aucune utilisation de produits liquides dangereux à l'exception des huiles de vidange. Le risque de ruissellements, sources potentielles de pollution des sols, est très limité. Ce risque est couvert par la formation de l'opérateur et la mise à disposition d'un kit d'absorbant pour les écoulements liés au moteur ou à la boîte de vitesse en cours de vidange. Il est couvert par la rétention pour le point de stockage des huiles vidangées.

Le projet ne modifiant pas les rubriques de la nomenclature des installations classées, l'Inspection de l'environnement (spécialité installations classées) propose d'intégrer ce nouveau bâtiment dans l'arrêté de l'établissement.

#### **6. la modification des codes déchets.**

Par courrier cité en référence (5), l'exploitant sollicite l'ajout du code déchets 19 12 04 (matières plastiques et caoutchouc) plus adapté que 20 03 01 (déchets municipaux en mélange) dans la liste des déchets produits.

Aussi, l'Inspection propose de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant.

**PROPOSITIONS DE SUITES ADMINISTRATIVES**

Au regard des éléments développés dans le présent rapport, l'Inspection de l'environnement propose au préfet du Nord de soumettre le projet d'arrêté préfectoral modificatif en annexe, à l'avis des membres du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

L'Inspection propose au préfet et aux membres du CODERST d'y donner une suite favorable.

Ce projet a été adressé à l'exploitant pour observations éventuelles le 31 mars 2016. Ce dernier n'a pas émis de remarques.

L'Inspecteur de l'environnement  
(spécialité Installations Classées),

  
**Mélanie BERGE**

Vu et transmis à Monsieur le Chef du Service Risques  
Prouvy, le **7 AVR. 2016**  
La Cheffe de l'Unité Départementale du Hainaut

  
**Isabelle LIBERKOWSKI**

Vu et transmis avec avis conforme à :

- Monsieur le Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais Picardie, Préfet du Nord – DCPI/BICPE  
12 rue Jean Sans Peur – CS 20003  
59039 LILLE CEDEX  
pour passage en CODERST

Lille, le **25 AVR. 2016**  
Pour le Directeur et par délégation,  
L'Ingénieur des Mines,  
Chef du Service Risques

  
**David TORRIN**

**PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**  
**SAS TOYOTA MOTOR MANUFACTURING FRANCE À ONNAING, ESTREUX,**  
**QUAROUBLE ET ROMBIES.**

LE PREFET du département du Nord

Vu le code de l'environnement, et notamment le titre 1er du livre V et la section 1 du chapitre IV du titre 1<sup>er</sup> du livre IV de la partie législative,

Vu la nomenclature des installations classées (section II du chapitre I du titre I du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement,

Vu l'arrêté du 22/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511,

Vu l'arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté du 23 août 05 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées,

Vu l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2014 imposant à la SAS TOYOTA MOTOR MANUFACTURING FRANCE des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement,

Vu la demande de la SAS TOYOTA MOTOR MANUFACTURING France du 7 septembre 2015 de modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation suite à l'implantation d'un nouveau gaz de climatisation HFO ,

Vu l'« Etude de risques ATEX et incendie du projet d'utilisation d'un nouveau fluide de climatisation pour véhicules (HFO) » du 21/10/2010 de l'INERIS,

Vu l'étude de dangers relative à l'introduction du nouveau gaz de climatisation HFO de septembre 2015,

Vu la demande de la SAS TOYOTA MOTOR MANUFACTURING France du 24 mars 2016 faisant une synthèse des modifications à prendre en compte dans la mise à jour de l'arrêté,

Vu la demande de la SAS TOYOTA MOTOR MANUFACTURING France du 8 janvier 2016 concernant la mise à jour des rubriques ICPE,

Vu la demande de la SAS TOYOTA MOTOR MANUFACTURING France du 9 mars concernant la construction d'un bâtiment pour le stockage de pièces des véhicules automobiles.

Vu le rapport de l'Inspection référencé V2.ML/2016-148 du 1<sup>ER</sup> avril 2016,

Vu l'avis en date du XXXX du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **ARRÊTÉ**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La Société TOYOTA MOTOR MANUFACTURING FRANCE SAS, dont le siège social est situé Parc d'activité de la vallée de l'Escaut Sud – BP 16 – 59264 Onnaing est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation d'une usine de construction automobile sur le territoire des communes de Onnaing, Estreux, Quarouble et Rombies.

### **ARTICLE 2 : NATURE DES INSTALLATIONS**

**Article 2.1 : Liste des activités et installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**

L'article 2.1 est remplacé comme suit :

## « I. Activités et installations relevant du régime de l'autorisation

Référence des unités	Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de classement	Rayon d'affichage exprimé en km
W - T	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563. 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant : a) Supérieur à 1500 l	Capacité totale : 430 000 litres Carrosserie : 50 000 l Peinture : 380 000 l	2565-2-a	1
T - R - W - A - P - QC - C - L - F	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes	La puissance totale des installations est de 118,805 MW. Peinture : 58,305 MW + chaudière biomasse de 1 MW Plastique : 5,2 MW Soudage : 6 MW Assemblage : 8,5 MW Presse : 4 MW Magasin général : 1 MW Laboratoire de contrôle : 2 MW Facilities : 4 MW Parking véhicules neufs : 2 MW Logistique : 26,8 MW	2910-A-1	3
T - R	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc... (Application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastiques, textile,...) à l'exclusion des activités couvertes par la rubrique 1521. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction,...).	Consommation équivalente totale de 13 575 kg par jour. Plastique : 4 075 kg/j Peinture : 9 500 kg/j	2940-2-a	1
W - T	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes	Capacité totale : 430 000 litres Carrosserie : 50 000 l Peinture : 380 000 l	3260	3
T - R	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kilogrammes par heure ou à 200 tonnes par an		3670	3
T - R - W - A - P - QC - C - L - F	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	La puissance totale des installations est de 118,805 MW. Peinture : 58,305 MW Chaudière biomasse : 1 MW (ou ? peinture) Plastique : 5,2 MW Soudage : 6 MW Assemblage : 8,5 MW Presse : 4 MW Magasin général : 1 MW Laboratoire de contrôle : 2 MW Facilities : 4 MW Parking véhicules neufs : 2 MW Logistique : 26,8 MW	3110	3
T- TLSFR - centre de gestion des déchets	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.	Peinture : 16 t Centre gestion déchets : 2 t Parking véhicules neufs : 0.47 t  TOTAL : 18,47 t	4140-2a	1

Référence des unités	Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de classement	Rayon d'affichage exprimé en km
	<b>2. Substances et mélanges liquides.</b> <b>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</b> <b>a) Supérieure ou égale à 10 t</b>			
A	<b>Fabrication, emploi ou stockage de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou de substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009.</b>  1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension. Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant <b>a) Supérieure à 800 l</b>	Assemblage : 32 m <sup>3</sup>	4802.1a	1

## II. Activités et installations relevant du régime de l'enregistrement

Référence des unités	Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de classement	Classement
P	<b>Métaux et alliages (Travail mécanique des).</b> <b>B. Autres installations que celles visées au A</b> la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1000 kW	La puissance des presses est 3105 kW	2560-B-1	E
W - T - R	<b>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</b> 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j	La quantité utilisée est de 24,5 t/j. - Soudage : 0,5 t/j - Peinture : 9 t/j - Plastique : 15 t/j	2661-1b	E
A - L	<b>Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) :</b> dans les autres cas et pour les pneumatiques	Total : 16216 m <sup>3</sup>	2663-2b	E
R - T	<b>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de)</b> a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	La puissance totale est de 6 007 kW T : 4195 kW(compressor room) R : 1812 kW(plastic room)	2921 -a	E

## III. Activités et installations relevant du régime de la déclaration

Référence des unités	Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de classement	Classement
H	<b>Stations-service :</b> installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence	Volume annuel : 1 800 m <sup>3</sup>	1435-3	DC

Référence des unités	Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de classement	Classement
	[coefficient 1] distribué étant : 3. Supérieur à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 3 500 m <sup>3</sup>			
W - T - R + centre gestion déchets	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de).	Totale usine : 752 m <sup>3</sup> Peinture : 60 m <sup>3</sup> Plastique : 352 m <sup>3</sup> Soudage : 40 m <sup>3</sup> Centre gestion déchets : 300 m <sup>3</sup>	2662-3	D
W - A - C - L - P - T - R	Accumulateurs (Ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération est supérieure à 50 kW	Totale usine : 1600 kW Presses : 150 kW Welding : 200 kW Peint + plastic: 200 kW Bâtiment logistique : 1000 kW TLSFR : 50 kW	2925	D
W - T	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc...(Application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastiques, textile,...) à l'exclusion des activités couvertes par la rubrique 1521. Lorsque l'application est faite par procédé « au trempé ».	Soudage : 100 l Peinture : 166 l	2940-I-b	DC
A - H - T - R - QC - TLSFR - W - centre de gestion des déchets	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	Assemblage : 9.21 t Centre de gestion des déchets : 40.66 t Production control : 0.10 t Peinture 28 t Plastique 4.14 t QC : 0.46 t TLSFR : 0.67 t Carrosserie : 0.225 t TOTAL : 83.4 t	4331-3	DC
F - L - T - P - R - QC - W	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Facilities : 4.6 t Logistique : 0.1 t Peinture : 8.43 t Presses : 1.8 t Plastique : 0.12 t QC : 4.32 t Welding : 13.9 t TOTAL : 34,58 t	4510	DC
W - H - A - P - R	Acétylène (numéro CAS 74-86-2) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. supérieure ou égale à 250 kg, mais inférieure à 1 t	La quantité d'acétylène stockée est de 300 kg. - Production Control : 100 kg - Soudage : 100 kg - Presses : 50 kg - Assemblage : 30 kg - Plastique : 20 kg	4719-2	D
T - A - H - F - QC - TLSFR - centre de gestion des déchets	4734. Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	Assemblage : 52.3 t Centre de gestion des déchets : 0.68 t Facilities : 3.48 t Production control : 0.05 t Peinture : 0.036 t QC : 0.85 t TLSFR : 0.1 t TOTAL : 57,45 t <i>(cuves simples enveloppes hors sol).</i>	4734-2-c	DC

## IV. Activités et installations non classées

Référence des unités	Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de classement	Classement NC
H	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leurs remorques et des établissements recevant du public.	Stockage inférieur à 500 t par entrepôt Bâtiment logistique : 568 m <sup>3</sup> (263 t)	1510	-
Centre gestion déchets - H	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public.	Local gestion des déchets : 560 m <sup>3</sup> Production control : 70 m <sup>3</sup> Atelier plastique : 32 m <sup>3</sup> Total : 662 m <sup>3</sup>	1530	-



Référence des unités	Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de classement	Classement NC
	Le volume susceptible d'être stocké étant : inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>			
T - Centre gestion déchets	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Silo de granulés pour chaudière biomasse : 104m <sup>3</sup> Bois – déchetterie : 150 m <sup>3</sup>  Total : 254m <sup>3</sup>	1532	-
T- H - F	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.	La quantité stockée est de 59,5 t. - Peinture : 35 t - Stockage de produits chimiques : 5 t - Facilités : 19 t - Plastique : 0,5 t	1630	-
R	Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc...).	Plastique : 1 t/j	2661-2	-
A - L	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie 1. Réparation et entretien de véhicule et engins à moteur	Surface totale des ateliers : 750 m <sup>2</sup> Logistique : 300 m <sup>2</sup> Assemblage : 450 m <sup>2</sup>	2930-1	-
A - H	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant : inférieure à 6 t mais inférieure à 50 t	Production control : 0.78 t Assemblage : HFO 4.75 t  <u>Total : 5.53 t</u>	4718	NC

Légende des ateliers : P : atelier presses, W : atelier carrosserie, T : atelier peinture, A : atelier d'assemblage, R : atelier plastique, QC : laboratoire de contrôle qualité, L : bâtiment logistique, F : service utilités, H : stockage produits chimiques, C : parking véhicules neufs

L'établissement fait partie des établissements dit « IED » car il comprend des activités visées par les dispositions prises en application de la transposition de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (rubriques 3000 de la nomenclature).

Ainsi, en application des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement :

- la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3260 "Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume de cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m<sup>3</sup>"
- les conclusions sur les meilleures techniques disponibles principales sont les conclusions du BREF Traitement de surface des métaux et des matières plastiques (STM) »

### ARTICLE 3 :

Le tableau de l'article 3.2.3.2 de l'arrêté du 27 octobre 2014 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Nom de l'émissaire	Phase du procédé	Hauteur	Diamètre	Débit nominal maximal	Vitesse minimale d'éjection	Réf.
		m	m	Nm <sup>3</sup> /h	m/s	
WS6	Phosphatation cataphorèse (atelier carrosserie)	15	0.45	18000	-	A
WS7	Four de séchage ED Essieu	15	0.63	7500		B
TS1	Phosphatation + ED + PVC + joints + stock + Nett	16	2.7	298080		A
TS2RTO1	Four séchage ED + appl. Antigra.	16	1	198300		B
TS3	Appl. Primaire + finition A et B + Stock et Prépa	21	6.1	1103000	7	C
TS4RTO2	Four primaire + finition A et B + gaz concentré de finition	21.5	1	27000	7	D
TS4ADR	Gaz épurés de finition	21.5	1.4-1.0	87000	7	C
TS9	Air four intermédiaire	21.5	0.30	1500	1	C
AS13	Cabine paint hospital	16	0.90	30000	2.5	C
RS6	Cabine et étuve de peinture tableau de bord	23.5	0.90	40000	1	C
RS-RTO	Cabine peinture pare choc + four de séchage des pare-chocs	23.5	1	36600	7	D

#### **ARTICLE 4 : INSTALLATIONS DE SOUDAGE**

Le tableau du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3.2.5 de l'arrêté du 27 octobre 2014 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Atelier	N° Cheminée	Rejets raccordés	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Vitesse mini (m/s)	Débit (Nm³/h)
Carrosserie (Welding)	W-S2	Ligne shell body	15	0.8	3	26 000
	W-S4	Ligne respot	15	0.8	2.5	26 000
	W-S5	Aspiration passage de roues	15	0.8	3	26 000
	WS11	Longerons	15	0.58	3	26000
	WS13	Aspiration units	15	0.58	3	26000
	WS12	aspiration poussières ouvrants	15	0.60	2	26 000

#### **ARTICLE 5 : NATURE DES DECHETS PRODUITS**

La ligne suivante est ajoutée au tableau de l'article 5.2.2 de l'arrêté du 27 octobre 2014 susvisé

Identification nomenclature	Catégorie des déchets	Caractérisation du déchet	quantité annuelle estimée (T)	mode de traitement ♦♦	atelier	Quantité maxi sur site
19 12 04	Matières plastiques et caoutchouc		300	RI – R5 – RI3 – DI3 – DI10	All	10 tonnes

#### **ARTICLE 6 : CENTRE DE GESTION DES DÉCHETS**

L'article 5.3.1 de l'arrêté du 27 octobre 2014 susvisé est modifié comme suit :

##### « Article 5.3.1

Le centre de gestion des déchets comprend :

- un local, d'une superficie 400 m²;
- une surface de stockage de 1200 m².

Ce centre permet notamment de gérer les déchets assimilables à des déchets ménagers relevant des codes 20 03 01 et 19 12 04 de la nomenclature des déchets prévue à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ainsi que des déchets industriels dès lors que les dispositions de l'article 5.2.4 sont respectées.

Il est distant de plus de 8 mètres par rapport aux autres bâtiments et équipements de l'usine.

Les stockages temporaires, avant valorisation ou élimination des déchets, doivent être pourvus de rétentiongétanches et, si possible, être protégés des eaux météoriques, sauf pour ce qui concerne les déchets non souillés.

Il est interdit de stocker des déchets à l'intérieur de l'établissement sur une période anormalement longue au regard de la fréquence habituelle des enlèvements.

La quantité de déchets entreposés doit être inférieure aux valeurs suivantes :

Déchets	Quantité maximale entreposée
Déchets plastiques	300 m³
Verre	40 m³
Papiers	100 m³
Cartons	100 m³
Déchets divers (DIB)	100 m³
Pièces métalliques (hors chutes neuves)	200 m³
Bois + Palettes	150 m³
Solides imprégnés	60 m³
Emballages souillés	200 m³

Le local de gestion des déchets n'est équipé ni de RIA, ni de sprinklage. Par contre, les bureaux sont munis d'une détection de fumée dont l'alarme est reportée vers l'unité de gestion centrale de l'usine. Pour assurer la défense incendie, le local de gestion des déchets est équipé d'extincteurs appropriés aux risques en quantité suffisante à l'égard des risques à combattre en respectant les prescriptions minimales suivantes :

- 1 extincteur à poudre de 50 Kg,
- 2 extincteurs à poudre de 9 Kg,
- 1 extincteur CO2 de 5 Kg ou 2 extincteurs CO2 de 2 Kg.

Le site dispose également d'un local de 20 m<sup>2</sup> dédié à la vidange des moteurs et boîtes de vitesse avant destruction.

Ce bâtiment est situé à une distance supérieure à 10 m du bardage du bâtiment principal de production et de tout autre bâtiment. »

## **ARTICLE 7 : CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT**

### **Article 7.1 : Gaz inflammables liquéfiés (rubrique 4718 de la nomenclature des installations classées)**

L'article 8.2.15 de l'arrêté du 27 octobre 2014 susvisé est modifié comme suit :

#### **« Article 8.2.15 - Gaz inflammables liquéfiés (rubrique 4718 de la nomenclature des installations classées)**

L'exploitant respecte les dispositions prévues par l'arrêté du 23 août 2005 modifié susvisé.

L'utilisation de l'équipement de distribution du fluide « HFO » respecte les recommandations préconisées (Page 25/26) par l'INERIS dans son étude susvisée du 21/10/2010.

Le stockage de « HFO » est réalisé conformément à l'étude de dangers de septembre 2015 susvisée. »

### **Article 7.2 :**

Les articles 8.2.1, 8.2.3, 8.2.5, 8.2.13 de l'arrêté du 27 octobre 2014 susvisé sont supprimés.

### **Article 7.3 : RUBRIQUES 4331, 4510 ET 4734**

L'article suivant est intégré à l'arrêté du 27 octobre 2014 susvisé.

#### **« Article 8.2.1 : RUBRIQUES 4331, 4510 ET 4734**

L'exploitant respecte les dispositions prévues par l'arrêté du 22 décembre 2008 modifié susvisé. »

### **Article 7.4 : RUBRIQUE 1435**

L'article suivant est intégré à l'arrêté du 27 octobre 2014 susvisé.

#### **« Article 8.2.3 : RUBRIQUE 1435**

L'exploitant respecte les dispositions prévues par l'arrêté du 15 avril 2010 modifié susvisé. »

## **ARTICLE 8 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **Article 8.1 : Délai et voie de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE.

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à les articles L 511-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **Article 8.2 : Application**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le sous-préfet de Valenciennes sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Mesdames et Messieurs les maires d'ONNAING, QUAROUBLE, ROMBIES et MARCHIPONT, ESTREUX,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de ONNAING, QUAROUBLE,

ROMBIES et MARCHIPONT, ESTREUX et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.